

PLUS SAMEDI

GRANDS REPORTAGES, ANALYSES, FORUM



QUAND DION ENVIE CHAREST

LA CARICATURE DE CHAPLEAU

PAGE 7

BIENVENUE AU QUÉBEC, M. GORE

UN TEXTE D'ANDRÉ BOISCLAIR

PAGE 6

QUI EST AL GORE?

Bien d'autres auraient sombré dans la déprime. Pas Al Gore. Au lieu de se ratatiner après sa défaite crève-cœur contre George W. Bush à la présidentielle américaine de 2000, cet ancien vice-président a pris son bâton du pèlerin pour une cause qui lui tenait déjà à cœur depuis des années: l'environnement et l'avenir de la planète. Une croisade qui l'amène partout dans le monde et lui a valu, l'an dernier, le prix Nobel de la paix. L'homme est convaincant et controversé. Ses thèses sont aux antipodes de celles défendues par la Maison-Blanche. Ses détracteurs lui reprochent ses exagérations et de consommer lui-même beaucoup d'énergie. D'autres l'adulent et se félicitent de sa force de persuasion, notamment auprès des gens d'affaires. À l'invitation de *La Presse*, M. Gore donnera une conférence vendredi prochain à la Place des Arts.

Pour mieux comprendre l'homme et sa contribution, nous vous présentons une première série d'articles, en pages 2 à 5.



ILLUSTRATION KEVIN MASSÉ, LA PRESSE



OPÉRA
DE MONTRÉAL

LA FANCIULLA DEL WEST PUCCHINI LES PÊCHEURS DE PERLES BIZET
MACBETH VERDI LUCIA DI LAMMERMOOR DONIZETTI

OPÉRA PLUS STARMANIA PLAMONDON/BERGER

514.985.2258

OPERADEMONTREAL.COM

ABONNEZ-VOUS 08/09





CE QUE DIT AL GORE

« Notre monde fait face à une véritable urgence planétaire. Je sais que la phrase a l'air excessive, et je sais que ça défie ce qu'on peut moralement imaginer. »

« Cette crise sera résolue seulement si chacun en assume une certaine responsabilité. En nous éduquant nous-mêmes et les autres, en faisant notre part pour minimiser notre utilisation et notre gaspillage des ressources, en devenant plus actif politiquement et en demandant du changement, chacun de nous peut changer les choses. »

« Une des clés pour résoudre la crise climatique est de s'y adjoindre comme alliées les puissantes forces du capitalisme. »

GORE EN DATES



1948

Albert Gore naît le 31 mars dans la capitale américaine, Washington.

1965

Il est admis à l'Université Harvard.

1976

Il est élu à la Chambre des représentants du Congrès américain, dans une circonscription du Tennessee.

1984

Il est élu au Sénat américain.

1988

Il participe à la course au leadership démocrate, mais est battu par Mike Dukakis.

1992

Bill Clinton, candidat à la présidence, le recrute comme colistier. Les deux hommes font leur entrée à la Maison-Blanche l'année suivante.

1996

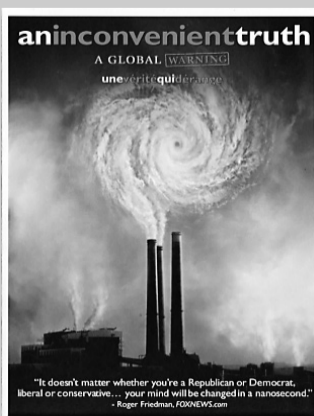
En tandem avec Clinton, il est reporté au pouvoir pour quatre ans de plus.

2000

Il passe à un cheveu d'être élu président des États-Unis. Il doit concéder la victoire à George W. Bush.

2006

Il lance son film *Une vérité qui dérange*.



2007

Il reçoit à la fois le prix Nobel de la paix et l'Oscar du meilleur documentaire.

LE GÉANT VERT

C'est l'histoire d'un ratage digne d'une tragédie grecque. Celle d'un homme qui a cru, il y a huit ans, être « le prochain président des États-Unis ». Mais qui a dû concéder la victoire à George W. Bush au terme d'un scrutin des plus controversés. C'est aussi celle d'un retour en grâce exceptionnel. Qui a fait d'Al Gore un leader plus respecté – et vénéré – que l'actuel président américain. Si bien qu'il n'a même pas jugé bon de se lancer dans la course à la Maison-Blanche cette année. Quitte à décevoir ses nombreux partisans.



ALEXANDRE SIROIS

Cette histoire a commencé à Washington il y a tout près de 60 ans. Albert Gore père, sénateur du Tennessee, y habitait avec sa famille lorsqu'il siégeait au Congrès.

Albert Gore fils est né dans la capitale américaine et a grandi dans la suite d'un hôtel de l'avenue Massachusetts, à deux kilomètres de la Maison-Blanche.

Le rejeton, on l'aura compris, tombe dans la marmite de la politique dès son plus jeune âge. Il est donc naturel pour lui – après un passage à l'Université Harvard et quelques mois au Vietnam en tant que reporter pour l'armée américaine – de sauter dans la fosse aux lions.

Il le fera dès 1976, avec succès. Il est élu à la Chambre des représentants, pendant américain de la Chambre des communes canadienne, à l'âge de 28 ans. Huit ans plus tard, il est promu au Sénat par les électeurs du Tennessee.

Ambitieux, Gore ne se satisfait pas de cette ascension remarquable. Il rêve à la présidence. Il se lance dans la course à la Maison-

Blanche dès 1988, mais mord la poussière face à un rival démocrate du Massachusetts, Mike Dukakis.

Tenace, il pense poursuivre sa quête quatre ans plus tard. Jusqu'à ce qu'une tragédie personnelle lui fasse renoncer à ses ambitions présidentielles à court terme. En 1989, son fils de 6 ans, Albert III, est heurté par une voiture à Baltimore. Presque mortellement. On craindra pour sa vie pendant plusieurs semaines. Gore, qui est resté longtemps au chevet de son fils, affirme aujourd'hui que l'événement a été pour lui un tournant. Qu'à partir de ce moment-là, il est devenu « impatient face au statu quo ».

Ce passage à vide – politiquement parlant –, il l'a d'ailleurs mis à profit pour se consacrer à un sujet qui l'avait toujours passionné : l'environnement. Pendant ce retrait forcé de la vie publique, il a écrit le livre *Sauver la planète Terre*.

L'essai est publié en 1992. Année où un politicien hors du commun fait son apparition sur la scène nationale américaine: Bill Clinton, gouverneur méconnu de l'Arkansas, État voisin du Tennessee. Il fait de Gore son colistier.

Au nom du père

Le père de Gore n'est pas surpris le moins du monde de voir son fils devenir le premier choix

au repêchage du futur président. « Nous l'avons élevé pour ça », aurait-il lancé.

Son influence sur la carrière de son fils a été déterminante. Gore a déjà confié au journaliste américain Joe Klein qu'il ne serait probablement pas devenu politicien si son père n'avait pas été dans ce milieu.

Selon Klein, cela a toujours paru. « Il semblait être l'éternel protégé, un fils plus qu'une figure paternelle, un étudiant – le meilleur au monde – plus qu'un professeur. Il était un numéro deux naturel », a écrit le reporter dans un essai sur Clinton intitulé *The Natural*.

Ainsi, quand Gore décide de voler de ses propres ailes après huit ans aux côtés de Clinton, le résultat laisse à désirer. Les médias se déchainent contre ce candidat à la présidence qu'ils considèrent hautain, froid et trop cérébral. L'accueil que lui réserve le public est plutôt tiède.

« C'était un politicien relativement bon et solide. Mais il a beaucoup souffert d'être comparé à Bill Clinton », explique à *La Presse* Anthony J. Nownes, qui enseigne les sciences politiques à l'Université du Tennessee.

La renaissance

Gore tire malgré tout son épingle du jeu. Il récolte un demi-million de votes de plus que son rival, le républicain George W.

Bush. Ce ne sera toutefois pas assez. Il perd officiellement l'élection à la suite d'une décision de la Cour suprême sur l'issue du scrutin en Floride.

Initialement, Gore semble mal digérer sa défaite crève-cœur. Il prend de longues vacances en Europe et se laisse pousser la barbe. Puis il trouve sa voie. Il se remet à militer pour la cause qu'il avait reléguée au second plan lors de la campagne électorale. Le sort de la planète Terre.

Il dépeussière sa conférence au sujet des dangers du réchauffement de la planète et en fait une présentation multimédia saisissante. Quelques années après sa défaite électorale, on le convainc d'adapter sa présentation au grand écran. Le succès est immédiat. Le documentaire *Une vérité qui dérange* est récompensé par un Oscar.

Libéré de ses obligations de politicien, Gore se déchaîne contre les politiques de l'administration Bush avec une passion et une aisance verbale qu'on ne lui connaissait pas. Il reste que c'est son plaidoyer écolo qui, par-dessus tout, touche la cible. C'est aussi ce qui lui permet, à la fin de l'année dernière, de recevoir le prix Nobel de la paix et, ce faisant, d'acquiescer le statut de géant vert. Près de huit ans après avoir été relégué au second plan par George W. Bush, l'éternel numéro deux est incontestablement devenu numéro un.

Prêcher... mais pas par l'exemple

FRANÇOIS CARDINAL

Faites ce que je dis, pas ce que je fais...

Voilà la critique la plus souvent adressée à Al Gore. On accuse l'ancien vice-président d'avoir une énorme maison, de consommer de l'énergie comme pas un, de rouler dans de gros véhicules et, surtout, de se déplacer en avion pour prêcher la bonne parole en environnement.

En février 2007, par exemple, le lendemain de l'attribution d'un Oscar à Al Gore, le Tennessee Center for Policy Research a diffusé un communiqué de presse dévoilant ses habitudes de consommation énergétique: plus de 20 000 kWh par mois, une facture de 1359\$.

« Le manoir de Gore (plus de 10 000 pieds carrés), situé dans le secteur aisé de Belle Meade, à Nashville, consomme plus d'électricité par mois que le ménage moyen en une année complète, déplorait-on. Gore mérite une statue de bronze pour son hypocrisie. »

Dans la même veine, Fox News a réalisé un reportage à partir d'images d'Al Gore quittant une grosse automobile (« qui n'est pas une hybride ») pour s'engouffrer dans un jet privé (« l'un des plus inefficaces sur le plan énergétique »). « Il veut que nous nous rendions au travail en vélo et le

L'ancien vice-président subit des attaques en raison de ses habitudes de consommation énergétique.

Il affirme cependant mener une vie « carboneutre ».

voici se déplaçant avec style », raille l'animateur, qui parle de l'arroseur arrosé.

Un argument faible

L'ancien vice-président mérite-t-il de telles attaques? « Absolument pas », répond Karel Mayrand, directeur du centre international Unisféra, organisme voué à l'avancement du développement durable. Je ne connais pas beaucoup de monde qui s'est

investi autant dans une cause qu'Al Gore. C'est donc un argument faible que de l'accuser de ne pas être un saint. »

« C'est ridicule de dire qu'Al Gore ne doit pas prendre l'avion parce qu'il est un écologiste, tonne François Rebello, consultant en investissement responsable.

Comment pourrait-il se déplacer autrement que par les airs pour donner ses conférences? »

Tout comme l'entourage de Gore l'an passé, M.M. Maynard et Rebello se désolent des attaques faites contre le message. Cela est d'autant plus mesquin, ajoute-t-on, que l'ancien vice-président a choisi la compensation volontaire pour réduire son impact environnemental.

M. Gore s'est en effet déjà vanté de mener une vie « carboneutre », terme utilisé pour signifier que chaque tonne de CO₂ qu'il produit est compensée par la réduction d'une tonne de CO₂. Cela peut se faire par l'entremise de projets verts ou par la plantation d'arbres, par exemple. Al Gore a ainsi choisi d'investir dans des projets d'énergie renouvelable, comme le solaire et l'éolien.

Mais cette réponse, répétée sur toutes les tribunes par son entourage au cours de la dernière année, ne convainc pas tout le monde. De nombreux blogues et articles continuent de critiquer l'homme pour ses habitudes de consommation et son train de vie princier.

« Ce n'est pas qu'une question d'hypocrisie, c'en est aussi une de crédibilité, a écrit dans le *USA Today* Peter Schweitzer, auteur du livre *Do As I Say (Not As I Do): Profiles in Liberal Hypocrisy*. Si Al Gore croit sincèrement en cette vision apocalyptique présentée dans ses conférences, pourquoi n'a-t-il fait aucun changement radical dans sa vie? »

À propos du plan vert des conservateurs :
« À mon avis, c'est une imposture complète, destinée à tromper les Canadiens. »

« Le Québec est la conscience du Canada en environnement. »

« Je crois que George W. Bush a une personnalité chaleureuse et attachante. Mais la présidence est davantage qu'un concours de popularité. »

« Si l'histoire de ce siècle peut servir de guide, on peut affirmer que si (les États-Unis) ne mènent pas le monde sur cette question, les chances d'accomplir les changements nécessaires pour sauver l'environnement sont minimes. »

« Nous faisons face à la perspective d'une espèce de guerre civile mondiale entre ceux qui refusent de reconnaître les conséquences des progrès incessants de la civilisation, et ceux qui refusent d'assister silencieusement à sa destruction. »

« Je n'ai absolument aucun projet et aucune attente d'être jamais candidat à nouveau. »



PHOTO KIYOSHI OTA, REUTERS

L'engagement d'Al Gore dans la lutte contre les changements climatiques lui a valu le prix Nobel de la paix l'an dernier. Son documentaire *An Inconvenient Truth* a été récompensé par un Oscar la même année.

Le procès d'Al Gore

PHILIPPE MERCURE

Une montée de 6 mètres du niveau des océans. Des noyades d'ours polaires qui ne trouvaient plus de glace où se réfugier. Des évacuations dans les îles du Pacifique. Pas de doute: le film d'Al Gore dérange. Mais dit-il la vérité?

Ce procès a été fait, et par un juge. L'automne dernier, un directeur d'école anglais s'est opposé à la diffusion du film d'Al Gore dans les écoles du Royaume-Uni. Affirmant qu'il s'agissait d'un « lavage de cerveau », il a intenté une poursuite pour en interdire le visionnement.

Le juge Michael Burton, de la Haute Cour de Londres, a donc été chargé d'examiner l'œuvre. Verdict: le film est « en grande partie fondé sur la recherche et des faits scientifiques ». Le juge a toutefois noté neuf inexactitudes qui ont contribué à créer un « contexte d'alarmisme et d'exagération ».

Les élèves britanniques ont finalement pu voir le film, mais le juge a exigé qu'on fournisse aux enseignants des informations supplémentaires leur permettant de présenter le documentaire aux enfants avec un point de vue critique.

LES INEXACTITUDES D'UNE VÉRITÉ QUI DÉRANGE

AFFIRMATION DE GORE

La fonte des glaces amènera une hausse du niveau de la mer qui pourrait atteindre jusqu'à 20 pieds (plus de 6 mètres) dans un « avenir rapproché ».

RÉPLIQUE DU JUGE

L'affirmation est « clairement alarmiste ». Une telle situation ne pourrait se produire que sur des millénaires.

AFFIRMATION DE GORE

Certains atolls du Pacifique (des îles formées de corail) ont déjà été évacués.

RÉPLIQUE DU JUGE

Aucune preuve ne démontre que de telles évacuations ont eu lieu.

AFFIRMATION DE GORE

Le courant océanique du Gulf Stream va s'arrêter.

RÉPLIQUE DU JUGE

L'affirmation d'Al Gore est contredite par les conclusions du GIEC, où un arrêt du Gulf Stream est jugé « très improbable ». Il est par contre spécifié que ce courant pourrait ralentir.

AFFIRMATION DE GORE

Les graphiques indiquant une augmentation des concentrations de CO₂ dans l'atmosphère et qui montrent les hausses de température sur une période de 650 000 ans présentent une « correspondance exacte ».

RÉPLIQUE DU JUGE

Il y a une relation entre les deux graphiques, mais « ils ne démontrent pas ce que M. Gore prétend ».

AFFIRMATION DE GORE

La disparition de la neige sur le Kilimandjaro est attribuable aux changements climatiques.

RÉPLIQUE DU JUGE

Il est impossible d'attribuer la fonte des neiges du Kilimandjaro aux changements climatiques produits par l'être humain.

AFFIRMATION DE GORE

L'assèchement du lac Tchad est un exemple éloquent des conséquences catastrophiques des changements climatiques.

RÉPLIQUE DU JUGE

Les preuves sont insuffisantes pour établir la cause exacte de l'assèchement.

AFFIRMATION DE GORE

L'ouragan *Katrina* est attribué aux changements climatiques.

RÉPLIQUE DU JUGE

« Les preuves sont insuffisantes pour démontrer cela. »

AFFIRMATION DE GORE

Des ours polaires ont été retrouvés noyés après avoir « nagé de longues distances – jusqu'à 60 milles (près de 100 kilomètres) – pour trouver de la glace ».

RÉPLIQUE DU JUGE

Seulement quatre ours polaires ont été retrouvés noyés récemment à cause d'une tempête.

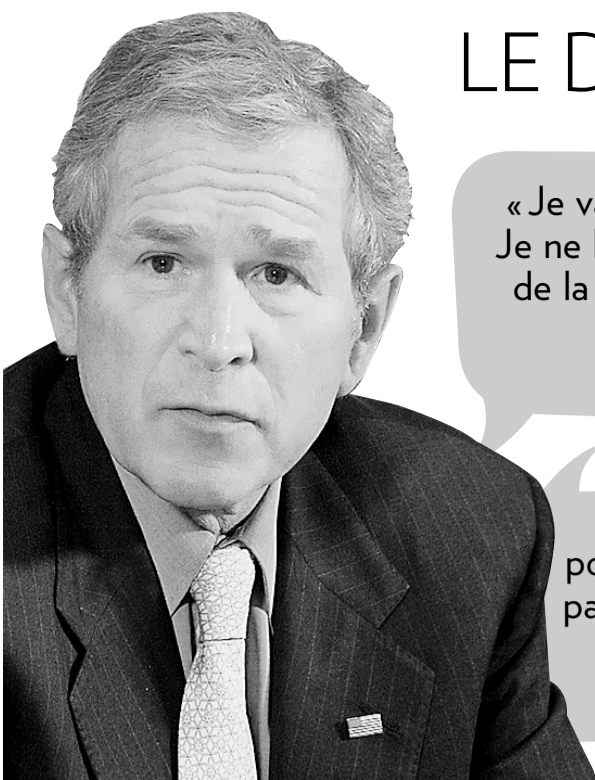
AFFIRMATION DE GORE

Les récifs de corail blanchissent à cause du réchauffement climatique et d'autres facteurs.

RÉPLIQUE DU JUGE

Il est difficile de distinguer les impacts des changements climatiques de ceux qui proviennent de causes différentes, par exemple de la surpêche et de la pollution.

AL GORE S'EST DIT « SATISFAIT » DU JUGEMENT, ARGUANT QUE LES NEUF « ERREURS SCIENTIFIQUES » NE REPRÉSENTAIENT QU'UNE « POIGNÉE » DE FAITS PARMIS DES MILLIERS D'AUTRES APPARAISSANT DANS LE FILM.



LE DISCOURS DE BUSH AU FIL DU TEMPS

« Je vais vous dire une chose que je ne ferai pas. Je ne laisserai pas les États-Unis porter le fardeau de la purification de l'air du monde entier. C'est ce que le traité de Kyoto aurait fait. »

11 octobre 2000

« Je ne suis pas en faveur du traité de Kyoto. Le traité de Kyoto ferait énormément de tort à notre économie et je n'accepte pas ça. »

4 juin 2002

« Nous ne savons pas de quelle façon notre climat pourrait changer ou changera à l'avenir. Nous ne savons pas à quel point ce changement sera rapide ou même si certaines de nos actions peuvent avoir un impact. »

11 juin 2001

« Nous avons besoin d'un projet de loi sur l'énergie qui encourage la consommation. »

23 septembre 2002

SENSIBILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Gore a-t-il vraiment fait une différence?

FRANÇOIS CARDINAL

Lorsque le sociologue Jean-Guy Vaillancourt a rencontré Al Gore en 1992, au Sommet de la Terre à Rio, ce dernier n'était qu'un sénateur parmi d'autres. Il se doutait déjà de l'importance que prendrait l'homme, mais il n'aurait pu deviner qu'il changerait le monde...

Car voilà ce que concluent bien des experts: avec son documentaire *Une vérité qui dérange* et ses nombreuses conférences livrées aux quatre coins de la planète, Al Gore a joué un rôle majeur ces dernières années, sensibilisant une bonne partie du monde aux dangers des changements climatiques.

« Son documentaire et ses conférences sont tout simplement extraordinaires, estime le professeur Vaillancourt, de l'Université de Montréal. Son impact s'est ainsi fait sentir partout dans le monde, d'autant qu'il y avait un contexte favorable à cela, avec la publication des rapports du GIEC et du rapport Stern. »

Autrement dit, Gore a fait une énorme différence, mais il n'aurait pu agir seul. Sans un contexte propice, sans une panoplie d'autres gestes et événements, son film n'aurait peut-être pas connu un tel succès.

« Il y a eu certains cataclysmes, comme l'ouragan *Katrina* à La Nouvelle-Orléans, qui ont rendu le message d'Al Gore encore plus crédible, note François Rebello, consultant en investissement responsable. Tout va ensemble, un peu comme les dominos qui tombent les uns sur les autres. »

Impact sur les décideurs

M. Rebello est d'autant plus à même de mesurer l'impact de M. Gore qu'il travaille dans un domaine cher à l'ancien vice-président. Il a ainsi eu droit à une projection privée du documentaire *An Inconvenient Truth* à New York, en présence d'Al Gore. Il l'a rencontré lors d'un colloque à Tremblant, en 2006. Et il est l'instigateur de la conférence donnée par ce dernier au Palais des congrès de Montréal, l'an dernier.

« Le plus gros impact qu'a eu Al Gore est certainement sur le milieu des affaires, croit François Rebello. Lorsque l'homme se déplace, cela amène les hauts décideurs à se déplacer également. D'ailleurs, quand il est venu à Montréal, les plus gros banquiers étaient présents. Le plus drôle, c'est qu'ils étaient vraiment groupés! »

Sidney Ribaux est tout à fait d'accord. Grand patron d'Équiterre, organisme qui vise à bâtir un mouvement citoyen en faveur de l'environnement, il se réjouit de l'impact qu'a eu le documentaire *Une vérité qui dérange* sur le grand public. Mais il estime que les conférences, même si elles touchent moins de monde, sont encore plus importantes.

David Suzuki a beau prendre son bâton du pèlerin et discourir devant autant de gens que M. Gore, souligne-t-il, son message portera toujours moins, car il prêche souvent des convertis. L'ancien vice-président, un homme de pouvoir qui a gagné un Oscar ainsi que le prix Nobel, touche davantage les patrons d'entreprises.

« L'impact des conférences se fait sentir auprès de personnes qui, a priori, ont plus de difficulté avec l'enjeu climatique, observe M. Ribaux. Cela est d'autant plus intéressant que M. Gore a une grande crédibilité, de par son parcours inhabituel, auprès de ces gens en particulier. »

DES GESTES MOINS VERTS QUE LES PAROLES



PHOTO JOHN MCCONNICO, ASSOCIATED PRESS

Sur cette photo prise au Groenland en juillet dernier, un chasseur de phoque se penche au-dessus d'un phoque mort sur un iceberg en train de fondre.

Bush: l'art de tourner en rond

ALEXANDRE SIROIS

Quelques jours après avoir officiellement reçu le prix Nobel de la paix en Norvège, en décembre dernier, Al Gore s'est envolé vers l'Indonésie. Des représentants de 190 pays y prépareraient la suite du protocole de Kyoto.

Fidèle à sa réputation, l'ancien vice-président a dit tout haut, là-bas, ce que beaucoup pensaient tout bas. « Mon propre pays, les États-Unis, est principalement responsable, ici, de l'obstruction aux progrès », a-t-il lancé lors d'un discours remarqué.

Non seulement les États-Unis demeurent-ils au premier rang des pays émetteurs de CO₂, mais leur président refuse toujours d'employer les grands moyens pour contrer le réchauffement de la planète. A priori, cela peut surprendre. George W. Bush n'a-t-il

pas fait un virage à 180 degrés dans ce dossier ces dernières années?

A son arrivée à la Maison-Blanche, en 2001, Bush s'est rapidement rangé du côté des sceptiques. Son administration a même muselé à plusieurs reprises les scientifiques dissidents. Elle a eu recours à la censure pour les empêcher de sonner l'alarme.

Mais au fil des ans, le politicien texan a fini par admettre publiquement que Washington devait mettre la main à la pâte. Il a même convoqué 16 pays pour en discuter en septembre dernier dans la capitale américaine. Mais reconnaître la présence d'une menace ne signifie pas nécessairement agir pour la contrer.

« Bush fait une sorte de danse étrange, similaire au Texas Two Steps – une danse très populaire à San Antonio au début du siècle dernier, qui fait tourner les gens en rond », raille Michael K. Dorsey, professeur d'études envi-

ronnementales au collège Dartmouth, au New Hampshire. « Son discours a très certainement changé, mais pas ses gestes, ajoute l'expert. Tout le projet environnemental des républicains est un échec. »

L'administration Bush refuse toujours de fixer des objectifs contraignants. Elle ne veut pas non plus chiffrer la réduction de gaz à effet de serre souhaitée. Et pas question pour Washington d'accepter de signer une entente internationale en la matière si les pays en développement – incluant la Chine – ne sont pas forcés de prendre des mesures similaires.

C'est pourquoi la plupart des Américains qui souhaitent un changement de cap n'ont qu'une date en tête: le 20 janvier 2009. Le dernier jour de Bush au pouvoir. Celui où il sera remplacé, espèrent-ils, par un politicien qui ne sera pas qu'un grand parleur sur les questions environnementales.

«La surface de la Terre se réchauffe et (...) une augmentation des gaz à effet de serre contribue au problème.»

6 juillet 2005

«Continuons le travail que nous avons accompli et réduisons de 20 % l'essence utilisée aux États-Unis au cours des 10 prochaines années.»

23 janvier 2007

«Nous devons pousser le monde à produire moins de gaz à effet de serre et nous devons le faire d'une façon qui ne mine pas notre croissance économique.»

28 septembre 2007

«J'ai dit, invariablement, que le réchauffement de la planète est un problème sérieux. Il y a un débat à savoir si les humains en sont la source où si c'est provoqué de façon naturelle.»

26 juin 2006

«Au cours des dernières années, la science a amélioré notre compréhension des changements climatiques et nous a offert de nouvelles possibilités pour ce qui est d'y faire face.»

31 mai 2007

Bush et Harper, même combat? C'est en tout cas ce que soupçonnent les écologistes. À leurs yeux, les deux dirigeants ont un cheminement identique: ils ont commencé par minimiser le réchauffement planétaire, pour ensuite faire preuve de plus d'ouverture, mais en ne proposant que des solutions superficielles. Al Gore, lui, a plaidé pour des interventions beaucoup plus musclées en faveur de l'environnement. Et rallié un fort appui à ses thèses, d'autant plus qu'elles s'inscrivent dans un contexte favorable.



LE DISCOURS DE HARPER AU FIL DU TEMPS



2002

«Kyoto est un complot socialiste qui vise à soutirer des fonds aux pays les plus riches.»

14 janvier 2006

Publication de la plateforme électorale du Parti conservateur: trois lignes portent sur les changements climatiques.

23 janvier 2006

Stephen Harper devient premier ministre. «Nous favorisons une entente globale, mondiale, sur les gaz à effet de serre.»

Avril 2006

Le gouvernement Harper juge irréaliste l'atteinte des cibles de Kyoto.

Mai 2006

Les conservateurs abandonnent plusieurs initiatives libérales, comme ÉnerGuide.

Décembre 2006

«C'est un grand problème, l'environnement. Mais on doit protéger l'environnement et préserver notre prospérité économique et notre sécurité énergétique.»

Janvier 2007

Les conservateurs relancent sous un nouveau nom les anciennes initiatives libérales abandonnées.

Février 2007

Stephen Harper dit reconnaître «la science des changements climatiques.»

Juin 2007

«Le monde entier a besoin d'une cible globale de réduction des GES.»

Septembre 2007

«Le Canada veut être un leader mondial dans la lutte contre les changements climatiques et le développement d'énergies propres.»

Septembre 2007

Le Canada se joint au Partenariat Asie-Pacifique, qui regroupe certains opposants à Kyoto.

Novembre 2007

Stephen Harper laisse entendre que Kyoto est une erreur à ne pas reproduire.

Décembre 2007

«C'est essentiel. On doit agir (pour l'environnement).»

Harper l'illusionniste

Le premier ministre jette de la poudre aux yeux, jugent les écologistes

FRANÇOIS CARDINAL

L'environnement a pris une place grandissante dans le discours du gouvernement Harper ces deux dernières années. Or, selon les écologistes, cela ne signifie pas qu'il s'en préoccupe davantage.

«Il y a eu deux stratégies depuis que les conservateurs ont pris le pouvoir, estime Dale Marshal, de la Fondation Suzuki. En 2006, c'était clair qu'ils n'avaient aucun respect pour le dossier, réduisant les fonds et les programmes. Puis en 2007, un nouveau ministre a été nommé, ce qui s'est traduit par une nouvelle stratégie de communication, rien de plus.»

Le discours s'est donc précisé, mais, dans les faits, rien n'a changé, ajoute-t-il. Les efforts déployés n'ont servi qu'à mieux

présenter le message, à donner l'impression que la sensibilité y est, sans plus.

«Stephen Harper est politiquement opportuniste, renchérit John Bennett, de l'organisme Climate for Change. Il n'hésite donc pas à répéter les mêmes platitudes pour donner l'impression qu'il prend ce dossier à cœur. Cela ne signifie pas qu'il admet la science des changements climatiques, mais simplement qu'il reconnaît qu'une grande partie de la population s'en soucie.»

Un changement n'est-il pas survenu lors du Sommet du G8 de Heiligendamm, à l'été 2007, lorsque M. Harper a dit que le monde a besoin «d'une cible globale de réduction des gaz à effet de serre»? Oui, mais il ne s'agit là que d'un changement rhétorique, affirme M. Bennett, pour qui le récent plan vert des conservateurs prouve leur laxisme.

«Ce changement dans le message

n'a absolument aucune importance, car aucune action n'a suivi, dit-il. Le gouvernement a simplement décidé de parler du dossier climatique de manière moins négative qu'auparavant.»

Pour les environnementalistes, la position des conservateurs a d'autant moins de crédibilité qu'ils ont par le passé profité de chaque tribune pour attaquer le protocole de Kyoto. Ils rappellent ainsi que Stephen Harper a envoyé une lettre pourfendant ce traité aux membres de l'Alliance canadienne en 2002.

«Kyoto est essentiellement un complot socialiste, pouvait-on y lire, qui vise à soutirer des fonds aux pays les plus riches. Les travailleurs et les consommateurs de partout au Canada y perdront. L'accord de Kyoto ne fait pas de gagnants au Canada.»

À LIRE LUNDI

Les résultats d'un grand sondage sur les Québécois et le réchauffement climatique.

DIX GRANDS DÉFIS

De grands enjeux environnementaux attendent le Canada. Lesquels, comment y faire face? *La Presse* publiera le 4 avril un cahier spécial sur l'environnement, dans le cadre de la conférence donnée le jour même par Al Gore. Un sujet d'autant plus d'actualité que la science évolue à la vitesse grand V dans ce domaine. **A ne pas manquer vendredi prochain.**

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Eric Trottier > Directeur de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef

FORUM

ÉDITORIAUX

Tout ça pour ça



nathalie.collard@lapresse.ca

NATHALIE COLLARD

En réponse aux parents qui se plaignaient de ne pas comprendre grand-chose au bulletin de leur enfant, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a pris deux décisions: imposer le retour aux bulletins chiffrés (les bonnes vieilles notes) et demander un avis au Conseil supérieur de l'éducation sur la meilleure façon de communiquer la performance des élèves.

Neuf mois plus tard, on n'est guère plus avancé. Le retour au bulletin chiffré est toujours cahoteux. Quant à l'avis du Conseil supérieur de l'éducation, rendu public jeudi, il ne nous dit rien que nous ne sachions déjà.

Si la ministre s'attendait à une révélation, elle n'en trouvera pas dans ce document de plus de 80 pages.

En gros, les auteurs de l'avis nous disent que tous les outils de communication existent. Aux écoles et aux parents de mieux les utiliser.

Commençons par le bulletin. C'est un moyen parmi tant d'autres, nous rappelle le Conseil qui réitère son opposition à l'imposition obligatoire d'un bulletin avec des notes. Aux écoles de décider, en fonction de leur clientèle, la façon dont elles communiqueront avec les parents. N'est-ce pas un retour à la case départ? En effet, lorsque la ministre a tranché en faveur du bulletin chiffré l'an dernier, les conseils d'établissement étaient justement en train de plancher sur un modèle de bulletin. Avec raison croyons-nous, la ministre

a plutôt opté pour un bulletin uniforme pour tout le Québec. Ce bulletin chiffré, semblable d'une commission scolaire à une autre, doit demeurer.

Par contre, comme le rappelle avec justesse le CSE, le bulletin n'est pas le seul outil de communication. Il y en a d'autres, que la plupart des parents d'enfants fréquentant l'école primaire et le premier cycle du secondaire connaissent déjà: l'agenda, le code de vie, les notes dans les différents cahiers d'exercices de l'enfant, les tests hebdomadaires, les lettres de l'enseignant aux parents... Ce sont tous des moyens de suivre de près ce qui se passe à l'école, de déceler les difficultés de l'enfant et d'ajuster le tir au besoin. Si on ajoute à cela les quelques rencontres parents-enseignants prévues durant l'année, la possibilité de communiquer par téléphone, par courriel ou par lettre avec l'enseignant, il y a actuellement, nous dit-on, suffisamment de canaux pour favoriser une bonne communication.

Comment expliquer, dans ce cas, que des parents ne s'y retrouvent toujours pas?

Le Conseil croit que ces moyens ne sont pas utilisés par tous les enseignants dans toutes les écoles. Il recommande donc que chaque établissement de la province développe sa propre stratégie de communication. Entre les lignes on comprend aussi que les parents ont également une responsabilité: celle de s'impliquer et de consulter toutes les informations mises à leur disposition...

Il aura fallu au Conseil supérieur de l'éducation neuf mois et ô combien de consultations, d'études documentaires et d'analyses pour accoucher de cet avis. Tout ça pour nous rappeler, dans une langue parfois très hermétique, des évidences que des parents et des enseignants auraient pu expliquer à la ministre en quelques heures. Tout ça pour ça.



ARCHIVES LA PRESSE

Conversation américaine



mroy@lapresse.ca

MARIO ROY

Toute campagne électorale se déroule à une allure telle qu'un événement majeur s'y produisant peut, dès le lendemain, être enseveli sous la plus triviale des pirouettes politico-médiatiques. Ainsi, il est utile de revenir à un événement de cette sorte, survenu il y a 10 jours dans le cadre de la course à l'investiture démocrate: l'allocution de Barack Obama sur la race. Car ses conséquences s'épanouissent aujourd'hui.

D'abord, il est exact que le candidat a alors livré un grand

Barack Obama a remis sur le tapis une question qui n'est pas vidée: celle de la cohabitation raciale.

discours politique. Une envolée, ont notamment jugé le *New York Times* et *Newsweek*, digne des grandes fresques oratoires de Lincoln, Roosevelt ou Kennedy. Or, le fait est rare: quand, ici, avons-nous eu droit pour la dernière fois à une telle hauteur politique?

Au surplus, Obama a remis sur le tapis une question qui n'est pas vidée aux États-Unis: celle de la cohabitation raciale. Une phalange de commentateurs ont compris que le candidat conviait ainsi le pays à une vaste... conversation nationale!

À terme, il n'est même pas certain que ce discours va servir les intérêts de celui qui l'a prononcé. Les plus récents sondages indiquent en effet que la cote de popularité de Barack

Obama a chuté de 10 points. Et il a été durement critiqué, principalement à trois points de vue.

Un, et il s'agit d'une question souvent posée à son sujet: derrière cette éblouissante rhétorique, trouve-t-on réellement le renouveau «post-racial» annoncé et promis? L'affaire n'est toujours pas claire.

Deux: le candidat a-t-il mis suffisamment de distance entre lui et Jeremiah Wright, ce *preacher* qui, comme beaucoup d'autres, peut être vu comme donnant dans l'affabulation, la paranoïa et la prophétie apocalyptique? On peut juger que non. Et l'auteur Christopher Hitchens remarque en l'occurrence à quel point «la religion empoisonne tout», constat servant précisément de sous-titre à son récent essai, *Dieu n'est pas grand* (*God Is Not Great*, non traduit en français).

Trois: nul besoin de démontrer que la race est un thème récurrent, irritant, diviseur. De sorte que les Américains ont envie d'une nouvelle «conversation» sur la race à peu près autant que les Québécois aspirent à une nouvelle «conversation» sur la souveraineté!

Pourtant, les premiers devront s'y résoudre.

Aux États-Unis, un Noir court 447% plus de risques d'être emprisonné qu'un Blanc, 521% plus de risques d'être assassiné; il gagnera 40% de moins au cours de sa vie active. En face (et Obama a évoqué ce fait dans son discours), les Blancs de la classe moyenne vivent aussi un très dur ressac économique; par conséquent, ils se montrent souvent réceptifs aux positions d'un Ward Connerly, par exemple, qui intensifie en ce moment même sa lutte contre les politiques de discrimination positive.

Au total, Barack Obama sortira grandi du débat fondamental qu'il a lancé. Ou alors, il sera broyé, s'il ne peut échapper ni à ce qu'il est, ni à ce qu'est son pays, se révélant alors incapable de livrer cette projection dans l'avenir constituant la substantifique moelle de sa rhétorique.



*"Regardez bien, M.Charest:
Est-ce assez? dites-moi: n'y suis-je point encore?"*

-Nenni.

M'y voici donc?

-Point du tout.

M'y voilà?

-Vous n'en approchez point."

La chétive pécora

S'enfla si bien qu'elle creva.



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

FORUM@LAPRESSE.CA

Une série minable

Je suis entièrement d'accord avec Martine Tremblay dans *La Presse* d'hier. La série de Radio-Canada sur René Lévesque est minable et réductrice. C'est une insulte à sa mémoire. Il n'était pas un saint, mais certainement pas un crétin!

Yves Michel Allard

Un comportement excusable?

À la suite des récents événements au Tibet, je suis plutôt étonné de voir quelques chroniqueurs de *La Presse* excuser le comportement de la Chine et prôner la patience pour laisser au gouvernement chinois le temps de se réformer, de commencer à respecter les droits de l'homme, la liberté de la presse, etc. Il me semble que, il y a quelques années, lorsque l'on a donné à la Chine l'organisation des Jeux de 2008, c'était avec le sous-entendu que le gouvernement chinois prendrait le chemin du respect des droits et libertés. Or, depuis ces quelques années, on a eu droit à la répression de centaines de manifestations annuelles, dont celles du Tibet des jours derniers n'ont été que les plus médiatisées; on a eu droit à l'expropriation illégale de milliers de paysans chassés des terres qu'ils cultivaient depuis des générations pour que les membres du parti et leurs amis puis s'y construisent de somptueuses villas ou des usines pour fabriquer des jouets décorés à la peinture au plomb; on a eu droit à la censure de l'internet imposée à Google et Yahoo; on a eu droit à l'incarcération de dissidents politiques, etc.

François Gros d'Aillon
Rosemère



PHOTO ARCHIVES AFP

Faut-il boycotter les JO de Pékin?

Le portefeuille ou les convictions?

Je n'ai aucune intention de boycotter les Jeux olympiques de Pékin. Et pourquoi des athlètes qui s'entraînent depuis des années devraient-ils assumer le poids de mes convictions? Si l'attitude de la Chine en matière de droits humains nous irrite tant, pourquoi continuons-nous d'acheter *Made in China*? Serait-ce que le portefeuille l'emporte sur les convictions? Un peu de cohérence, de grâce!

Hélène Lemire
Boisbriand

Des projections irréalistes

Dès qu'un gouvernement décide d'instaurer un programme d'aide quel qu'il soit, jamais les projections de coût ne sont réalistes. Il en est de même pour les grands projets gouvernementaux tels que le métro de Laval et le CHUM.

Pendant que les employeurs et les travailleurs voient leurs profits et salaires diminués, le gouvernement Charest y va d'une nouvelle annonce chaque semaine. Sommes-nous en campagne électorale ou quoi? Pendant qu'il y a, en moyenne, une fermeture de compagnie par semaine, Jean Charest instaure l'attitude du «on est pas si pire que ça au Québec». Je ne suis plus capable d'entendre les discours creux et sans sentiment et surtout sans vérité de nos leaders politiques. Tout est fait et dit en fonction de leur réélection et non pas pour le bien de la population.

Jean Bottari

Manque de transparence

La réforme de la Loi sur l'immigration récemment proposée par la ministre Finley est un exemple flagrant du manque de transparence du gouvernement Harper. Les pouvoirs discrétionnaires qu'il souhaite accorder à la ministre de l'Immigration ne permettront de réduire les listes d'attente que d'une manière arbitraire: les demandeurs, incluant ceux pour motifs humanitaires, devront participer à une loterie obscure dont les règles ne seront connues que de la ministre elle-même et contre laquelle ils n'auront aucun droit d'appel. Cette solution à court terme risque d'endommager à long terme la réputation du Canada comme terre d'accueil. Pas surprenant que le gouvernement Harper accule les citoyens et les partis de l'opposition au mur en tentant de dissimuler ces changements importants à l'intérieur projet du loi C-50.

Marie-Claude Nadeau

Un bon gouvernement

Je désire commenter le sondage CROP publié dans *La Presse* d'hier. À mon avis, le gouvernement Charest est un bon gouvernement et M^{me} Jérôme-Forget administre les finances avec un sens des responsabilités que n'avait pas notre Bernard Landry national. Peut-être que le fait d'avoir un gouvernement minoritaire et deux partis de l'opposition constitue une bonne chose afin de surveiller, critiquer, analyser les politiques du gouvernement. Ce dernier est ainsi forcé d'écouter, de revoir ses décisions. Est-ce que l'élection de gouvernements minoritaires ne serait pas la solution pour s'assurer d'une bonne «gérance» des affaires de l'État? À cet



égard, ne pourrait-il pas s'établir au Québec une «tradition» de gouvernements de coalition comme dans les autres pays?

Marie-France Legault

Des adversaires faibles

Jean Charest dure et perdure! Sa force est en grande partie due à la faiblesse de ses adversaires. Dumont et Marois ne font pas le poids. Mais l'aura de Jean Charest demeure fragile. Il peut toujours gaffer, ce qui arrivera sans aucun doute. Mais je le répète: l'homme profite surtout de la faiblesse de ses adversaires.

M. Lebel
Montréal

À VOTRE TOUR

LETTRE DE LA SEMAINE

Hôtel Centre-Sud!

ANDRÉ QUERRY
L'auteur est un Montréalais.

Depuis quelques années, le nombre de gîtes et de résidences touristiques ne cesse d'augmenter. Le ministère du Tourisme du Québec établissait, le 1^{er} décembre 2007, la présence au Québec de 1605 gîtes et de 1958 résidences de tourisme. Si Montréal ne possède que 140 gîtes et 85 résidences de tourisme sur l'ensemble de son territoire, la majorité (70 %) sont situés dans les quartiers Centre-Sud et Plateau-Mont-Royal.

Il faut agir maintenant pour éviter que le quartier Centre-Sud se transforme en une immense zone hôtelière et se vide de ses résidents.

Le quartier Centre-Sud a été grandement affecté par l'adoption en 2002 de la Loi sur les établissements d'hébergement touristique, qui permet maintenant l'ouverture de services hôteliers dans une résidence.

Faut-il préciser qu'il y a actuellement dans le seul arrondissement Ville-Marie plus de 13 600 chambres d'hôtel dispo-

nibles et qu'on prévoit en ouvrir 1000 autres d'ici deux ans. C'est dans cette optique que les arrondissements de la Ville de Montréal ont adopté des règlements d'urbanismes qui n'autorisent pas l'ouverture des gîtes touristiques de moins de quatre chambres.

Actuellement, le ministère du Tourisme sème à tout vent des attestations de classification pour les établissements d'hébergement touristique sans se soucier du respect des règlements municipaux. Des logements et maisons de chambres ont ainsi été transformés en hôtels, en gîtes et en résidences de tourisme. Pour résultat que des rues entières sont sur le point de se transformer en zone hôtelière.

L'exemple de la rue Saint-Hubert est assez frappant. Dans une étude commune de la Ville de Montréal et du ministère des Affaires culturelles du

Québec sur la mise en valeur du patrimoine montréalais, publié en 1991 dans le livre *Pignon sur rue - les quartiers de Montréal*, ont nous présentait une photo de la rue Saint-Hubert entre la rue Ontario et le boulevard De Maisonneuve comme un bel exemple de l'architecture résidentielle de Montréal. Sur la photo, on peut apercevoir de bel-



André Querry s'inquiète de la multiplication d'établissements d'hébergement touristiques dans le quartier Centre-Sud, notamment dans la rue Saint-Hubert.

PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE

les maisons, des résidences et des maisons de chambres et un petit bar situé au rez-de-chaussée.

Aujourd'hui, sur cette même section de rue, on retrouve maintenant huit hôtels, un gîte, une résidence de tourisme et toujours un petit bar. Pour l'ensemble de la rue Saint-Hubert, entre les rues Viger et Sherbrooke - moins de 1,5 km - on retrouve

16 hôtels, trois gîtes et deux résidences pour tourisme.

Le même phénomène commence à se répéter dans d'autres rues, qui sont actuellement résidentielles: quatre gîtes dans les rues Alexandre-de-Sève et Saint-Christophe; cinq gîtes et une résidence de tourisme formée de plusieurs maisons rue Montcalm, et tous les autres

gîtes qui ouvrent ici et là dans le quartier.

Il faut agir maintenant pour éviter que le quartier Centre-Sud se transforme en une immense zone hôtelière et se vide de ses résidents.

L'auteur de la lettre de la semaine, André Querry, recevra une copie laminée de cette page.

Le bac ou le sac?

JACQUES E. BOUCHARD
L'auteur réside à Montréal.

Mardi matin, je quitte la maison pour aller travailler, et, encore une fois, j'aperçois mon sac bleu laissé pour compte parmi les bacs verts qui, eux, ont été vidés par la collecte du lundi soir.

Depuis que mon fidèle bac vert a rendu l'âme, après plusieurs années de service, j'ai dû me rabattre sur ces nouveaux sacs bleus pour mettre mes matières recyclables à la rue. Je recycle consciencieusement, allant même jusqu'à enlever la pellicule de plastique sur les boîtes de mouchoirs. Mais voilà, je ne dois pas utiliser la bonne incantation ou bien j'oublie d'orienter mes sacs vers le nord, car depuis que j'utilise les sacs bleus, au moins une fois sur trois, le gros camion vert refuse de les prendre. Une fois sur trois, mes sacs se font plutôt ramasser par le camion à déchets le jour suivant en direction du lieu d'enfouissement.

Par ailleurs, un sac par semaine, 52 semaines par année, ça fait beaucoup de sacs à usage unique pour remplacer un bac vert dont la vie utile peut atteindre cinq ans. Même si ces sacs sont recyclés, le processus de recyclage et de fabrication de 260 sacs pendant une période de cinq ans doit sûrement être beaucoup plus polluant que la fabrication d'un seul bac - surtout si on tient compte des 86 sacs, et leur contenu, qui se retrouvent au dépotoir.



PHOTO FOURNIE PAR L'AUTEUR

Une fois sur trois, le sac recyclable se retrouve au dépotoir.

Quel gaspillage!

SIMON LEDUC
L'auteur demeure à Terrebonne.

Lors du ménage printanier de la pharmacie, des armoires et des dessous d'éviers, je me suis rendu compte du nombre incroyable de contenants de plastique, de verre et autres, renfermant des produits cosmétiques de toutes sortes.

Il s'agit surtout de produits de beauté pour femmes. J'ai même remarqué des bouteilles de dissolvant de vernis à ongles munis d'un pinceau. Il faut le faire!

Certains contenants pèsent jusqu'à 10 fois plus que leur contenu. Je me demande si les entreprises qui fabriquent tous ces produits ont une idée de tout ce qu'ils engendrent comme pollution, car la majorité de ces contenants, bouteilles, petits pots et tubes finissent à la poubelle. En effet, ils ne peuvent être recyclés parce qu'ils sont



PHOTO FOURNIE PAR L'AUTEUR

Il faut mettre fin au suremballage.

souillés par les vernis, les crèmes et les solvants.

Est-il vraiment nécessaire, mesdames, d'avoir autant de produits? Je sais que vous voulez être belles et que vous aimez prendre soin de vous, mais peut-être pourriez-vous envoyer un message à tous ces manufacturiers de suremballage en les invitant à penser à l'environnement.

Hypocondrie alimentaire

ÉMILIE DANSEREAU-TRAHAN ET GUILLAUME RAYMOND
M^{me} Dansereau-Trahan est candidate au doctorat en psychologie et M. Raymond est entraîneur privé.

Le Québec actuel tend de plus en plus à devenir un état laïque. Au temps de nos grands-parents, cette idée aurait semblé bien farfelue et bien lointaine. Il paraissait impossible de croire à l'époque que la religion ne soit pas une valeur au centre de la famille et au cœur de la communauté.

Depuis la création et l'avènement de la santé publique, cette dernière s'est attaquée à de nombreux problèmes avec succès. Nous référons ici à la santé publique dans son sens large, tout professionnel de la santé inclus, toute personne impliquée dans la prévention, la promotion et le maintien optimal de la santé de la population. Actuellement, au Québec, le poids des citoyens est devenu une préoccupation impor-

tante pour les agents de la santé publique étant donné que toute augmentation pondérale peut avoir des conséquences indésirables sur l'état de santé physique. Plusieurs actions sont ainsi mises en branle dans le but de freiner cette augmentation et sensibiliser les citoyens aux habitudes de vie favorisant, entre autres, le maintien d'un poids «santé».

Toutefois, en agissant de la sorte, un nouveau problème semble prendre de l'ampleur:

La santé semble être devenue une valeur suprême à laquelle tous doivent adhérer sans pouvoir se questionner. Le geste alimentaire est devenu un quasi-geste médical et le plaisir d'un bon repas peut difficilement y trouver sa place.

l'«orthorexie». Que signifie cette nouvelle expression? Elle concerne le fait de vénérer l'alimentation saine et pure et de considérer comme péché tout ce qui s'en éloigne de près ou de

loin. Où est le problème? N'est-ce pas ce que nous souhaitons tous? Le problème réside justement dans l'aspect excessif de cet idéal utopiste. À l'extrême, le fait de manger devient un acte impossible à accomplir, étant donné l'incertitude qui demeure entourant la provenance de l'aliment et, par conséquent, sa pureté.

Tout comme la religion à l'époque à laquelle nos grands-parents ne pouvaient s'opposer

geste médical et le plaisir d'un bon repas peut difficilement y trouver sa place.

Nous ne mangeons plus une délicieuse lasagne, mais plutôt X nombres de calories, comprenant tant de pourcentage de lipides, de glucides, et espérons-le, zéro gramme de gras trans. À l'extrême, afin de diminuer l'anxiété engendrée par l'acte alimentaire, la solution pourrait être de créer une pilule comprenant tous les nutriments essentiels, le nombre

de calories nécessaires à notre survie et permettant de s'assurer de ne laisser pénétrer aucun agent indésirable dans notre corps qui lui, est devenu une forme de temple.

Nous ne voulons pas d'un tel monde, ni des étapes intermédiaires menant à celui-ci. Nous prônons plutôt un retour à la notion de plaisir et d'équilibre. Loin de nier la présente problématique du poids au Québec, nous sommes aussi conscients de l'envers de la médaille, soit: l'anorexie mentale maintenant observée chez des personnes de plus en plus jeunes et de plus en plus vieilles, l'orthorexie pour laquelle un terme a dû être créé, la boulimie, l'hyperphagie et tous les problèmes d'image de soi et d'anxiété.

La santé est une valeur importante à nos yeux et la problématique du poids menace effectivement cette dernière, mais la santé, c'est aussi le plaisir, et le plaisir doit faire partie, selon nous, de toute intervention s'adressant à la problématique du poids puisque les nouvelles habitudes de vie acquises devront s'intégrer dans le quotidien des gens.